



Ébauche – version 3

**RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et CDPISP
17 septembre 2015
St. John's (T.-N.-L.)**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

Présents

COPRÉSIDENTS DU CPSSP ET DU CDPISP

Chris Bookless (CPSSP)	Yukon
John Messina (CDPISP)	Conseil du Trésor du Canada
Jacques Paquette (CPSSP)	EDSC/Service Canada
Harry Turnbull (CDPISP)	ASIM Est (Ville de Windsor)

Membres du CPSSP

Steve Burnett	Ontario
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Laurie Duncan	Colombie-Britannique
Karla Hale	OPSM centre (Région du Peel)
Janine Halliday	OPSM est (Ville de St. John's)
Ron Hinshaw	Colombie-Britannique
Glen Hynes	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (représentant : Dan Loewen)
Donna Kelland	Terre-Neuve-et-Labrador
Stephanie Kirkland	Citoyenneté et Immigration Canada (représentant : Robert Orr)
Christian Laverdure	Industrie Canada
Linda Maljan	Territoires du Nord-Ouest
Paul Pierlot	Manitoba
Jackie Stankey	Alberta
David Ward	Ontario
Nicholas Wise	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

MEMBRES DU CDPISP

Kathryn Bulko	ASIM Canada (Ville de Toronto)
Sandra Cascadden	Nouvelle-Écosse
Barry Chatwin	Alberta (représentant : Mark Brisson)
Christian Couturier	Nouveau-Brunswick
Chris Fisher	ASIM Ouest (Ville de Régina)
Dave Heffernan	Territoires du Nord-Ouest
Bette-Jo Hughes	Colombie-Britannique
Ellen MacDonald	Terre-Neuve-et-Labrador
Ed Malone	Île-du-Prince-Édouard (représentant : Norman MacDonald)
Sean McLeish	Yukon
David Nicholl	Ontario
Gisela Rempel	Manitoba

OBSERVATEURS / COPRÉSIDENTS DU SOUS-COMITÉ

Keith Barrett	Municipalité de St. John's
Shereen Benzvy Miller	Industrie Canada
Deb Bergey	Région de Waterloo (OPSM)
Sandra Bonneau	EDSC/Service Canada
Carolyn Burggraaf	Terre-Neuve-et-Labrador
Mark Burns	Yukon
Serge Caron	Président, Groupe de travail sur l'infonuagique et coprésident, Sous-comité du mappage des services
Annik Casey	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Carrefour numérique canadien (CNC)
Mary Crescenzi	EDSC/Service Canada
Elizabeth Douglas	Transports Canada
Anik Dupont	EDSC/Service Canada
Michael Fowler	Agence du revenu du Canada
Rob Frelich	EDSC/Service Canada
Janet Hughes	Gouvernement du Royaume-Uni
Sharon Squire	Transports Canada
Annette Vermaeten	EDSC/Service Canada

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Dan Batista
Maria Luisa Willan
Linda Robins

Point	SUJET/DISCUSSION	Décision/Mesure
1.	<u>Questions administratives:</u> Chris Bookless souhaite la bienvenue à tous les membres et observateurs invités à la réunion.	

	<p><u>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne des membres des Conseils mixtes tenue le 4 mars 2015 à Toronto (Ontario) (ONGLET 1A)</u></p> <p>Chris demande s'il y a des questions ou des commentaires sur le compte rendu de la réunion du 4 mars. Il n'y a ni commentaire ni question. Le compte rendu est adopté.</p> <p><u>B) Examen des mesures à prendre découlant des réunions précédentes (ONGLET 1B)</u></p> <p>Harry Turnbull présente John Messina à titre de nouveau coprésident du CDPISP.</p> <p>Harry passe en revue deux mesures à prendre découlant de la réunion tenue à Toronto en mars. Il est signalé qu'il a été donné suite aux mesures. Les membres n'ont ni commentaire ni question.</p> <p><u>C) Acceptation de l'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes tenue le 17 septembre 2015 (ONGLET 1C)</u></p> <p>Harry Turnbull mentionne que quelques modifications ont été apportées à l'ordre du jour de la réunion. La mise à jour faite par les sous-ministres a été déplacée en après-midi. La mise à jour sur la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux suivrait l'exposé de questions administratives et la présentation par Janet Hughes sur la transformation numérique au Royaume-Uni a été déplacée à la séance de la matinée. Les membres n'ont ni commentaire ni question.</p>	<p>Décision no 1 : Le compte rendu de la réunion des Conseils mixtes tenue le 4 mars 2015 est adopté.</p> <p>Décision no 2 : L'ordre du jour de la réunion du 17 septembre 2015 est adopté avec les changements mentionnés.</p>
2.	<p><u>Présentation d'une mise à jour à la Table des sous-ministres F-P/T sur la collaboration en matière de prestation de services (se reporter à l'ONGLET 3)</u></p> <p>Annette Vermaeten, d'EDSC/Service Canada, fait le point sur la réunion de mai de la Table des sous-ministres F-P/T, car elle concerne les priorités actuelles et nouvelles des Conseils. Elle fait observer que la réunion accueillait des conférenciers internationaux de l'Australia Digital Transformation Office, ainsi que Janet Hughes, du gouvernement du Royaume-Uni, qui fait également une présentation sur la transformation numérique à cette réunion des Conseils mixtes. Annette mentionne qu'à la réunion des sous-ministres, tenue en mai dernier, des discussions ont eu lieu au sujet de la gestion de l'identité, dont l'identité fédérale et le Carrefour numérique canadien. La Colombie-Britannique et l'Alberta présentent leur cadre et leur vision. Les sous-ministres soutiennent fermement la nécessité de poursuivre le travail sur la gestion de l'identité. Il y a également eu des discussions sur les données ouvertes; les sous-ministres ont demandé que soit étudiée l'idée des données opérationnelles et des rapports d'analytique et l'intégration éventuelle aux discussions sur les données ouvertes.</p> <p>Annette affirme que les sous-ministres avaient demandé une présentation sur l'innovation en matière de services et que Service Canada a présenté une étude de cas sur le système de revenu de retraite du Canada et les améliorations au service. Elle signale que les sous-ministres ont également donné leur aval aux travaux sur le service aux entreprises et demande que soient davantage pris en considération le numéro d'entreprise et le projet de Lancement accéléré des entreprises. Les sous-ministres ont également demandé aux Conseils mixtes d'envisager d'assumer ces travaux et de faire rapport à leur prochaine réunion de la façon dont le service aux entreprises peut être développé. Les sous-ministres proposent que le CPSSP envisage d'autres activités axées sur le citoyen et Annette mentionne que cette suggestion des sous-ministres pourrait être envisagée dans le contexte des nouvelles priorités qui touchent le Changement de modes de communication, la Collaboration entre</p>	

	<p>réseaux de prestation de services et le Regroupement des services d'avis de décès auxquelles le CPSSP se consacre en ce moment. Annette mentionne que la prochaine téléconférence de la Table des sous-ministres est prévue en décembre et que leur prochaine réunion en personne aura lieu en mai 2016. La Table célébrera alors son dixième anniversaire. Annette remercie l'Alberta d'avoir été un hôte exceptionnel et de contribuer à dresser l'ordre du jour et les activités de la réunion de mai 2015.</p> <p>Il n'y a ni commentaire ni question.</p>	
3.	<p><u>SERVICES NUMÉRIQUES</u> : Présentation sur la transformation numérique au Royaume-Uni (se reporter à l'ONGLET 7)</p> <p>Janet Hughes, directrice de programme, Services numériques gouvernementaux, fait un exposé sur la transformation numérique au Royaume-Uni. Cet exposé se concentre sur les leçons retenues et les meilleures pratiques concernant la transformation numérique et la façon dont les services numériques créent une expérience transformée pour les utilisateurs qui se servent du gouvernement comme plateforme et de la plateforme comme service. Janet présente également les avantages de la transformation numérique pour le gouvernement.</p> <p><u>Discussion</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nicholas Wise se demande si cette transformation numérique a été lancée par ou chez les bureaucrates. Janet Hughes lui répond qu'il s'agit d'un effort concerté, qu'il existe une communauté de gens au Royaume-Uni (au gouvernement et à l'extérieur de celui-ci), qui proviennent notamment d'une organisation appelée « My Society », et que ces personnes ont tenu des réunions informelles. Il y a eu un mouvement de l'opinion selon lequel les choses devaient changer, ce qui a coïncidé avec une forte crise financière et la nécessité d'épargner de l'argent. Un rapport a été commandé et il a conclu qu'il fallait mettre en place des services numériques. Les gens de la communauté extérieure au gouvernement, qui contribuaient à diriger ces travaux, ont été appelés à travailler pour le gouvernement. • Mary Crescenzi s'interroge au sujet de l'issue imprévue mais favorable des économies de coûts et demande à Janet d'expliquer d'où proviennent les économies et quelles sont les possibilités d'en réaliser. Janet Hughes répond que les économies étaient imprévues, mais qu'elles ne constituaient pas tout à fait l'objectif des gens qui mettaient des services en place. Elle mentionne qu'en se concentrant sur les utilisateurs, les économies suivront. Il s'agit d'une approche de transformation permettant de réaliser des économies qui faisait ressortir la nécessité de contrôler les dépenses, de bien comprendre les contrats et le processus d'approvisionnement et la nécessité d'aider les gens à acheter plus efficacement et d'être certain des besoins réels. Au Royaume-Uni, ils n'ont pas encore constaté toutes les économies que la transformation numérique pouvait occasionner. • Mary Crescenzi s'informe au sujet des économies de coûts pour les autres voies et demande s'il y a eu une certaine rationalisation dans les autres voies compte tenu de l'évolution qui se poursuit. Janet Hughes répond que ça varie selon le service, les utilisateurs et la qualité de l'expérience en ligne. Elle signale que 80 % du volume des centres d'appels découlait d'une défaillance au niveau de la demande parce qu'il n'a pas été satisfait aux besoins des utilisateurs au premier contact. De plus, 30 % des appels auraient pu être évités complètement si la prestation de service avait été conçue plus efficacement. Elle propose que les gouvernements étudient où se situent les défaillances au niveau de la demande en se fondant sur les données et sur la recherche. Il faut un système de suivi en ligne pour étudier l'ensemble du système lors de 	

<p>son établissement. Elle recommande en outre de se pencher sur le cas de la région du Peel en ce qui concerne la collecte des ordures (direction assurée par Glenn Brunetti) comme exemple excellent à suivre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Christian Couturier s'informe au sujet de l'identité du ou de la responsable des communications et de la façon dont les communications sont traitées par ce ministère. Janet Hughes affirme que l'ouverture permet d'améliorer les choses. Elle mentionne que peu de progrès ont été réalisés sur le plan des communications depuis le début de ces travaux, mais que depuis qu'elle a lancé son blogue, l'avantage de recevoir des commentaires positifs et de bénéficier de l'engagement du public a largement prévalu sur la crainte de recevoir des commentaires négatifs. En communiquant l'information de façon ouverte, il a augmenté son degré de crédibilité auprès des utilisateurs. Janet affirme qu'il importe de bâtir un avenir empreint d'ouverture et demande instamment aux gouvernements de le faire, mais également d'obtenir de bons conseils et du soutien avant de débiter.</p> <p>Jacques Paquette déclare que Service Canada envisage d'accomplir ce travail et de tenter de s'écarter de l'ancienne approche, et demande comment maintenir le dialogue entre les responsables de la mise en œuvre, les responsables de la conception du service et les responsables des politiques, et de veiller à ce que tout concorde bien. Janet Hughes répond que la meilleure approche consiste à charger une équipe de travailler à cette question et que c'est de cette façon que son système doit fonctionner. Le recours à une équipe évite les échanges multiples entre ministères et le risque de cesser de se concentrer sur la tâche à accomplir. Une équipe permet un dialogue plus significatif et ouvert dans le but de prendre de bonnes décisions et d'avoir confiance de faire progresser le programme. Elle souligne également l'importance de rendre les gens qui travaillent tous au même endroit responsables du service qu'ils sont chargés de mettre en place, d'accepter des conseils au besoin et d'être prêts à prendre des décisions.</p> <p>Linda Maljan s'informe des fonds consacrés à cet effort. Janet Hughes répond que les économies dont elle a parlé dans sa présentation sont des économies nettes. Ces économies sont nettes de l'investissement réalisé pour mettre ces services en place. Il faut investir pour bâtir un bon service. Il faut commencer lentement pour atténuer le risque de l'investissement. Les gouvernements peuvent effectuer une analyse de rentabilisation fondée sur la preuve et équilibrer le coût et les avantages.</p> <p>David Nicholl demande comment cette équipe a amené des ministères à s'intégrer et à collaborer au sujet de la transformation numérique du gouvernement en général. Cette équipe a-t-elle un rôle d'exécutant ou plutôt un rôle consultatif? Janet Hughes répond que la stratégie consiste à amener les gens à penser que l'idée vient d'eux. Il s'agit d'abord de constituer une équipe pour bâtir quelque chose de petit, puis de miser sur cette réussite. Il faut amener les gens à penser que l'idée vient de leur ministère. Les gens aiment le succès et cette stratégie a été couronnée de succès à quelques reprises. Elle mentionne que les Services gouvernementaux numériques (SGN) s'engagent avec les leaders de divers ministères à un niveau stratégique, ce qui entraîne beaucoup de discussions ouvertes. De nombreuses personnes talentueuses et énergiques œuvrent au sein des ministères et il suffit de donner confiance aux gens en leur travail. Il suffit d'amener les gens à faire des choses, à avoir le bon soutien et à leur montrer qu'ils sont précieux.</p> <p>David Nicholl demande si, en définitive, la réussite se caractérise par l'intégration des SGN dans la trame du gouvernement. Janet Hughes répond que le gouvernement veut être en position d'amener les ministères à assumer</p> 	
--	--

	<p>davantage de responsabilité et à ne pas se fier aux SGN. Ceux-ci joueraient davantage un rôle de soutien. Le gouvernement aurait quand même besoin d'une capacité centrale en matière de normes et de politiques et apporterait de l'aide aux ministères qui en ont besoin.</p> <p>Harry Turnbull remercie Janet Hughes de son excellente présentation.</p>	
4.	<p><u>Atelier de collaboration des Conseils mixtes sur l'harmonisation des priorités actuelles et nouvelles du CPSSP et du CDPISP (se reporter à l'ONGLET 4)</u></p> <p>Chris Bookless donne un aperçu de la présentation sur l'harmonisation des priorités actuelles et nouvelles du CPSSP et du CDPISP comprise dans le cartable électronique de la réunion. Chris mentionne que le CPSSP et le CDPISP ont travaillé en collaboration à certaines initiatives et priorités au fil des ans. Il signale que le CPSSP s'était engagé dans une séance stratégique pendant leur réunion (16 septembre) pour discuter des nouvelles priorités et des nouveaux secteurs d'intérêt des membres. Cette séance avait pour but de tenir une discussion en plénière sur l'harmonisation des priorités du CPSSP et du CDPISP et de déterminer dans quels secteurs les Conseils peuvent le mieux s'appuyer mutuellement. Il est suggéré que les Conseils se concentrent sur quelques projets. Il existe de nombreuses initiatives, mais il faut désigner des responsables pour faire progresser ces priorités et indiquer quelles sont les structures appropriées pour appuyer le travail, à savoir des sous-comités, des groupes de travail, du soutien provenant de l'extérieur. Certaines des priorités actuelles sont partagées ou prises en charge par le Conseil. Chris mentionne qu'il existe des rapports comme ceux qui régissent le travail du SCGI qui nécessitent le soutien des deux conseils. En outre, certaines priorités suscitent de l'intérêt pour la Table des sous-ministres F-P/T et les deux Conseils. Les nouvelles priorités du CPSSP sont le Changement de modes de communication, la Collaboration entre réseaux de prestation de services et le Regroupement des services d'avis de décès. La discussion vise surtout à trouver des façons de favoriser une meilleure harmonisation entre les deux Conseils, à trouver des domaines dans lesquels un Conseil peut ajouter de la valeur aux travaux de l'autre Conseil, à désigner les agents habilitants en TI/GI requis pour appuyer les transformations opérationnelles établies, et à définir les structures, les plans de travail et les échéanciers pour les projets principaux.</p> <p>Harry Turnbull ajoute qu'il doit y avoir une meilleure harmonisation entre les Conseils; le volet de la prestation de services est le « quoi » et le volet de la TI/GI est le « comment », et les Conseils doivent travailler ensemble. Il fait observer que le travail du Cadre de la fiabilité de l'identité franchit toutes les frontières et que le travail du CIANC relève actuellement du CDPISP. Il indique que d'après le résultat de la discussion sur le CIANC à la réunion du CDPISP (16 septembre), les membres du CDPISP ont recommandé que le travail du CIANC soit intégré à la conversation sur le Cadre de la fiabilité de l'identité, ce qui représente une priorité des Conseils mixtes sous les auspices du SCGI. Il ajoute qu'il importe que les Conseils donnent suite rapidement aux travaux sur la gestion de l'identité, car il s'agit d'un secteur qui progresse beaucoup; en outre, les Conseils doivent s'engager.</p> <p>Mary Crescenzi affirme qu'à la suite de la discussion à la réunion du CPSSP (16 septembre), il est apparu clairement qu'il faut élaborer un document cadre dans le but de décrire toutes ces initiatives et ces nouvelles priorités de manière à reconnaître le paysage en évolution. Comment l'accent mis sur ces priorités fait-il une différence dans la prestation de services et comment, en tant que Conseil, faisons-nous progresser ces priorités? Elle propose de considérer tout le travail accompli comme un ensemble, plutôt que comme des priorités indépendantes ou des initiatives basées sur les projets. Il faut montrer comment le CPSSP contribue à la prestation de services au Canada et comment faire les choses du point de vue FPTM. Elle mentionne qu'un cadre contribuera à lancer un dialogue avec le CDPISP et à déterminer les prochaines étapes.</p>	<p><u>Mesure à prendre no 1A :</u> <u>Cadre</u> – Demande de développer un cadre général qui relie toutes les priorités du CPSSP, du CDPISP et des Conseils mixtes et les travaux de tous les sous-comités et groupes de travail des Conseils. Cadre visant à déterminer les liens et les lacunes de tous les travaux en cours. Cadre devant être développé au cours des prochains mois en vue d'une discussion approfondie à la réunion en personne de février.</p> <p>Natasha Clarke se porte volontaire pour diriger le développement d'un cadre de concert avec les membres qui se sont portés volontaires pour appuyer ces travaux et l'ISAC.</p> <p><u>Mesure à prendre no 1B :</u> <u>Cadre</u> – Mise à jour sur le développement du cadre à inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine téléconférence du CPSSP et du CDPISP pour obtenir des commentaires des membres.</p> <p><u>Mesure à prendre no 2A :</u> <u>Nouvelles priorités</u> – Les groupes de travail du CPSSP sur les nouvelles priorités doivent poursuivre le travail sur le</p>

<p>Michelle Snow, directrice, Bureau de l'engagement public, gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et animatrice de la discussion, indique que l'objectif consistait à stimuler un dialogue significatif avec les membres des deux Conseils sur l'harmonisation des priorités. Michelle présente un rapport sommaire de la discussion à la réunion du CPSSP (16 septembre) axé sur les trois nouvelles priorités actuelles, soit le Changement de modes de communication, la Collaboration entre réseaux de prestation de services et le Regroupement des services d'avis de décès. (Voir la pièce jointe.)</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Bette-Jo Hughes mentionne qu'il était intéressant de constater où la discussion du CPSSP sur ses nouvelles priorités l'avait amené, quoique cette discussion portait également sur les priorités actuelles des Conseils et sur des façons d'assurer une meilleure harmonisation. Elle propose que les Conseils examinent quelques priorités des Conseils mixtes sur lesquelles mettre l'accent et que les membres discutent des meilleures façons d'harmoniser ces travaux. Elle suggère en outre de discuter des priorités existantes avant de parler des nouvelles priorités. • Gisela Rempel déclare qu'à la réunion du CDPISP (16 septembre), il a été souligné qu'il existe des sous-comités et des groupes de travail des Conseils, mais qu'il n'y a pas suffisamment d'informations et de discussions sur ce que font ces groupes et sur la façon dont leur travail s'intègre dans celui des Conseils ou le soutient. Elle propose un examen des priorités actuelles et des groupes de travail et sous-comités avant de constituer de nouveaux groupes et de discuter des nouvelles priorités. • Donna Kelland affirme que du point de vue des membres assurant la prestation de services, on présumait que les priorités existantes se poursuivaient. Elle ne voulait pas axer la discussion sur les priorités actuelles, car ces priorités existantes découlaient de discussions précédentes des Conseils mixtes; elle souhaitait plutôt mettre l'accent sur les nouveaux travaux sans gêner les travaux en cours. Donna fait observer que l'on a posé comme hypothèses de laisser le travail en cours tel quel. Donna mentionne que l'organisateur tente d'axer la discussion sur ces nouvelles priorités et de faire progresser ces travaux, et sur la manière dont le CDPISP peut contribuer à déterminer le « comment » et comment les Conseils peuvent mieux harmoniser leur travail pour faire avancer ces priorités. • Christian Couturier a des réserves au sujet d'une discussion sur les nouvelles priorités sans d'abord discuter des priorités existantes. Il affirme que les priorités actuelles ne font pas l'objet de travaux aussi efficaces et efficaces qu'elles le devraient. Il propose que les Conseils établissent plus clairement comment mieux accomplir leurs travaux, notamment en ce qui concerne le Cadre de la fiabilité de la gestion de l'identité et le CIANC; ces questions doivent faire l'objet d'une attention immédiate. Il demande comment les Conseils combleraient ces lacunes touchant les priorités existantes d'ici la prochaine réunion. Il propose que la discussion soit centrée sur les priorités existantes, notamment sur la façon dont les membres travailleront ensemble à assurer une meilleure harmonisation entre les Conseils et à établir ce qui doit être amélioré pour faire progresser ces priorités au cours des douze prochains mois. • Natasha Clarke convient qu'il est nécessaire d'élaborer un cadre pour ces travaux. Elle fait observer que de nombreux travaux sont effectués par les Conseils, mais il est difficile de déterminer comment toutes ces priorités sont liées entre elles et de cerner les lacunes. Elle mentionne qu'il faut se concentrer sur les grands travaux, qui donnent un second souffle à l'économie et aux diverses administrations. Elle convient que le volet de la prestation de services doit mieux comprendre les travaux du CIANC et du SCGI avant de discuter des 	<p>développement de chacune de ces priorités (Changement de modes de communication, Collaboration entre réseaux de prestation de services et Regroupement des services d'avis de décès) et le groupe de travail à des fins de mise à jour lors d'une réunion à venir.</p> <p><u>Mesure à prendre no 2B : Nouvelles priorités</u> - Le CPSSP doit déterminer les orientations dont il a besoin du CDPISP relativement à chacune des nouvelles priorités, notamment en ce qui concerne les questions de TI/GI que le CPSSP et le CDPISP doivent régler ensemble pour faire progresser ces travaux.</p> <p><u>Mesure à prendre no 2C : Nouvelles priorités</u> - Les Conseils mixtes doivent avoir une autre discussion sur les nouvelles priorités à la prochaine réunion prévue en février. Des documents d'information (des documents de concept et un cadre mis à jour) devront à être diffusés avant la réunion.</p> <p><u>Mesure à prendre no 3A : Gestion de l'identité</u> – Demande aux coprésidents du SCGI d'intégrer les travaux du CIANC à la priorité des Conseils mixtes sur la gestion de l'identité, ce qui inclut également le travail du CNC et le Cadre de la fiabilité de l'identité.</p> <p><u>Mesure à prendre no 3B : Gestion de l'identité</u> Demande aux coprésidents du</p>
--	--

<p>nouveaux travaux et que l'on doit créer une image plus claire de la façon dont tous ces travaux s'harmonisent. Ces priorités s'inscrivent-elles dans la vision?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jacques Paquette convient que les travaux sur la gestion de l'identité, le Carrefour numérique canadien et le Cadre de la fiabilité de l'identité demeurent certes des priorités des Conseils mixtes et que les Conseils doivent s'assurer que des progrès sont réalisés dans le cadre de ces priorités. Il mentionne que le CPSSP et le CDPISP ont leur propre ensemble de priorités. Il ajoute que la discussion devrait être centrée sur l'établissement d'une meilleure harmonisation entre les Conseils et sur les façons qu'ont les Conseils de s'appuyer l'un l'autre. Il indique que le développement d'un cadre peut se révéler utile non seulement en clarifiant le tout, mais également en classant ces priorités; ce cadre peut aider à indiquer quelle priorité devrait d'abord être développée et à fixer des échéanciers. • John Messina déclare qu'il vaut la peine d'avoir une discussion sur chacune des priorités existantes afin que les membres comprennent mieux ce que fait chaque Conseil, pour discuter des travaux qu'il reste à faire pour chaque priorité et pour discuter de la façon dont chaque Conseil peut appuyer l'autre pour faire progresser les travaux. Il déclare que tous ne comprennent pas tous les travaux réalisés et qu'il serait utile de lier ces travaux dans un cadre. <p>Michelle Snow, organisatrice, donne quelques suggestions pour les membres afin de faire progresser la discussion : a) poursuivre la discussion au sujet de chacune des nouvelles priorités du CPSSP; b) avoir une discussion plus générale sur quelques questions comprises dans la présentation; c) faire un sondage sur les priorités au sujet desquelles les membres aimeraient participer à une discussion plus approfondie; d) avoir une discussion ouverte entre membres sans la présence d'un organisateur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bette-Jo Hughes propose d'examiner les questions soulevées dans la présentation et de tenir une discussion portant expressément sur la première question (Quels travaux font déjà les Conseils alors qu'ils pourraient mieux s'harmoniser l'un avec l'autre?) dans le contexte de la gestion de l'identité et de la façon dont il soutient la prestation de services. • Donna Kelland déclare qu'elle a posé comme hypothèse que les travaux sur la gestion de l'identité fonctionnaient bien. Christian Couturier répond que la priorité accordée à la gestion de l'identité doit être améliorée. Le diagramme révèle actuellement une lacune (ONGLET 4, diapositive 5): la priorité du CIANC n'est pas abordée par les deux Conseils. Il ajoute que le Cadre de la fiabilité de l'identité devrait être achevé d'ici 6 à 8 mois, et qu'on a l'impression que si le CPSSP n'est pas engagé dans ces travaux, le CDPISP estime que ce projet ne sera pas une réussite. Il mentionne que les deux Conseils ne traitent pas de certains points d'actualité. • Annette Vermaeten suggère de procéder à un examen systématique de chaque point prioritaire et de déterminer où sont les lacunes, pour que chaque Conseil appuie ces priorités, notamment en ce qui concerne la gestion de l'identité, la gestion de l'information et les données ouvertes, puis passe aux nouvelles priorités et détermine comment le CDPISP peut soutenir ces nouveaux travaux. • Harry Turnbull mentionne que le CIANC a été une priorité du CDPISP, mais ces travaux sont complémentaires à la gestion de l'identité. Il ajoute que tous les travaux sur la gestion de l'identité vont au-delà des frontières sauf dans le cas du CIANC. Le Conseil chargé de la prestation de services a laissé le document du CIANC au CDPISP afin qu'il puisse le comprendre. 	<p>SCGI d'examiner les liens entre les travaux du CNC, du Cadre de la fiabilité de l'identité et du CIANC et de faire rapport à la prochaine réunion en personne des Conseils mixtes et tenue d'une discussion bien préparée sur tous les éléments de la gestion de l'identité et de la façon dont ils se complètent et pour déterminer ce qui devrait être présenté aux Conseils mixtes pour discussion future.</p> <p><u>Mesure à prendre no 3C : Gestion de l'identité</u> Le CPSSP doit discuter de la gestion de l'identité lors d'une téléconférence à venir. Discussion ciblée sur les interdépendances et les lacunes des travaux du SCGI, du CNC et du CIANC.</p> <p><u>Mesure à prendre no 3D : Gestion de l'identité</u> Les Conseils mixtes doivent discuter de la gestion de l'identité à la prochaine réunion. Discussion ciblée sur la collaboration des Conseils mixtes concernant la gestion de l'identité sur la base des commentaires et de documents fournis par le SCGI (se reporter à la mesure à prendre no 3).</p>
---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Chris Bookless résume que la gestion de l'identité, dans le contexte de la prestation de services, signifie que pour bien offrir des services aux citoyens, les gouvernements doivent d'abord identifier la personne et avoir confiance qu'ils savent avec qui ils traitent. Par la suite, une fois que la personne a été identifiée dans l'administration X, les travaux du Carrefour numérique canadien portent sur la façon dont les gouvernements échangent cette information ou ont la capacité de reconnaître une personne du Yukon, par exemple, qui est en quête de services en Ontario et qui est la même personne. Par conséquent, une interface est requise et repose sur des normes. Le Cadre de la fiabilité de l'identité repose sur la nécessité que les gouvernements recueillent la même information au sujet des gens, avec le même degré de diligence, pour pouvoir affirmer, avec 99 % de certitude, que cette personne est bien celle qu'elle prétend être. En ce qui concerne le CIANC, la participation du secteur privé, notamment celle des banques et des institutions financières, fait en sorte que celles-ci accomplissent déjà ce travail au moyen des comptes de banque et des NIP; la question est de savoir pourquoi le gouvernement réinventerait la roue et attribuerait des NIP à des gens lorsque ceux-ci pourraient se connecter en utilisant un authentifiant dont ils se servent déjà chaque jour. • Christian Couturier ajoute que le CIANC ne présenterait pas seulement le point de vue de l'industrie. Il regrouperait les perspectives de l'industrie et du gouvernement, ce qui ferait en sorte que le gouvernement collaborerait avec l'industrie et que les préoccupations de chacun seraient prises en compte plutôt que de limiter la situation à une réaction du gouvernement aux gestes posés par l'industrie. Il mentionne que l'industrie va de l'avant et continuera à le faire et qu'il est dans l'intérêt du gouvernement de trouver de meilleures façons de collaborer plus efficacement. Il fait observer qu'il serait utile que les Conseils déterminent un cadre de collaboration pour tous les membres. • Jackie Stankey mentionne que l'Alberta participe à des groupes de travail sur la gestion de l'identité et qu'il y a eu de nombreuses discussions sur l'identité du gouvernement. Elle ajoute qu'il s'agit d'un espace dans lequel le gouvernement devrait se trouver, car les gouvernements sont des fournisseurs de services d'identité et suscitent beaucoup de confiance. Toutefois, des sujets de discussion plus généraux ont été soulevés : Comment les gouvernements peuvent-ils s'associer au secteur privé? Les gouvernements peuvent-ils tirer parti de possibilités de production de recettes? Comment les gouvernements peuvent-ils collaborer avec les banques et d'autres organisations pour examiner l'ensemble de l'écosystème? • Annik Casey indique qu'elle assume la direction des travaux du Carrefour numérique canadien depuis que Christine Desloges s'est retirée en août. Elle mentionne que le Sous-comité de la gestion de l'information (SCGI) des Conseils mixtes fait beaucoup d'excellent travail de développement du Cadre de la fiabilité de l'identité. La discussion entre le CDPISP et le CIANC (16 septembre) vient renforcer la nécessité de veiller à ce que le point de vue du secteur privé soit intégré à ces travaux, et de miser sur les travaux de chacun pour en venir à cette vision permettant la prestation de services et l'identité numérique. Annik déclare que le travail du CNC constitue un volet de ces travaux, permet aux gouvernements de valider les données sur l'identité et d'actualiser ou de modifier ces données. Il s'agit donc d'une double fonction ou de deux services dans un écosystème plus vaste. Elle indique qu'il faut accomplir davantage de travail; le secteur public a un grand rôle à jouer pour établir des normes et pour constituer une source digne de foi de données sur l'identité, mais il doit également veiller à appliquer le point de vue du secteur privé de manière à favoriser un développement stratégique et concerté d'une vision future. • Natasha Clarke affirme qu'il s'agit d'un problème combiné de technologie de prestation de services que les membres doivent comprendre et que le CPSSP peut examiner des façons d'être plus engagé. En ce qui 	
---	--

concerne l'analyse de rentabilisation du CNC, à l'échelon provincial, il a été difficile, dans une certaine mesure, de comprendre les répercussions pour le modèle de financement et de quelle façon cette situation a une incidence sur l'organisation des statistiques de l'état civil. Il faut donc déterminer comment les Conseils collaborent pour réaliser la bonne analyse de rentabilisation en regard de ces travaux, notamment en ce qui a trait au CNC et au CIANC. Les gouvernements doivent concevoir des services que les clients comprennent. Il faut s'engager avec tous les partenaires qui prennent part à ces travaux afin de s'assurer qu'il s'agit d'un effort stratégique concerté dans le contexte d'une approche pancanadienne. Elle mentionne que les sous-comités et les groupes de travail accomplissent beaucoup de travail, mais que les membres doivent mieux comprendre les répercussions d'un point de vue plus large.

Jacques Paquette présente trois suggestions pour faire avancer ce dialogue :

1. Gestion de l'identité – Les travaux du CIANC peuvent être intégrés à la priorité actuelle portant sur la gestion de l'identité par le SCGI, ce qui inclut également les travaux du CNC et du Cadre de la fiabilité de l'identité. Il est demandé aux coprésidents du SCGI d'examiner les liens entre ces trois éléments (CNC, Cadre de la fiabilité de l'identité et CIANC) et de faire rapport à la prochaine réunion en personne des Conseils mixtes prévue en février en présentant un exposé bien préparé sur tous les documents relatifs à la gestion de l'identité et sur la façon dont ils se complètent et d'indiquer ce qui devrait être présenté aux Conseils mixtes à des fins de discussion future.
2. Nouvelles priorités – En ce qui concerne les trois documents de présentation de concept sur les nouvelles priorités ayant trait au Changement de modes de communication, à la Collaboration entre réseaux de prestation de services et au Regroupement des services d'avis de décès, il mentionne que chacune de ces nouvelles priorités pose des problèmes de TI/GI que le CPSSP doit aborder et discuter avec le CDPISP. Il indique que des groupes de travail sont constitués pour discuter davantage de ces nouvelles priorités. Toutefois, il s'agit de déterminer comment le CPSSP obtiendra la contribution des membres du CDPISP pour enrichir ces travaux. Il mentionne que les nouvelles priorités en sont aux premiers stades pour ces groupes de travail, mais qu'il doit y avoir une discussion avec les Conseils mixtes sur ce qui peut être fait en collaboration. Jacques propose que chaque Conseil détermine quelles orientations sont requises de la part des Conseils mixtes relativement à ces nouvelles priorités et que l'on tienne une autre discussion à la prochaine réunion prévue en février, en fournissant préalablement à la réunion la documentation et les documents d'information appropriés.
3. Cadre – En vue de la prochaine réunion en personne, un cadre doit être développé pour relier toutes ces priorités afin de constater le lien en question du point de vue des deux conseils. Ce cadre serait utile pour déterminer les liens, les lacunes, et l'organisation des priorités. Il permettrait aux membres de prendre certaines décisions sur l'ordre des priorités et sur celles auxquelles il conviendrait de donner suite en premier lieu. Il mentionne que les deux conseils ont relevé la nécessité d'élaborer un cadre stratégique global et un programme en vue de la réunion hivernale qui mettraient l'accent sur les éléments clés à discuter.

Jacques demande si les membres sont d'accord avec l'approche proposée et dans l'affirmative, il demande comment le CPSSP organise ses nouvelles priorités de manière à pouvoir obtenir une contribution des membres du CDPISP pour chacune de ces priorités.

- Natasha Clarke mentionne que les Conseils en sont à un stade crucial et que la présentation sur la transformation numérique révèle que le programme du Royaume-Uni sur la prestation de services est très avancé et que d'autres pays comme l'Australie emboîtent le pas. Elle fait observer que les Conseils disposent

<p>de documents importants qui, ensemble, expriment une vision. Elle convient de la nécessité de développer un cadre global qui relie tous ces travaux et les priorités, et que les deux Conseils pourraient utiliser en référence. Elle demande aux membres quels sont les documents prioritaires qui pourraient aider les Conseils à faire avancer le programme de prestation de services en tant que groupe pancanadien. Où se situent les possibilités? Elle propose de miser sur l'ISAC pour favoriser le développement de ce cadre, ce qui indiquerait tout le travail qui est accompli et les liens existants ainsi que la façon dont chaque Conseil peut en tirer parti. Elle mentionne que bien que les ressources sont limitées, le moment est crucial et les Conseils doivent comprendre clairement ce qui se passe, et sur quels documents ils devraient se concentrer d'ici la prochaine réunion, afin qu'ils puissent avoir recours à une approche stratégique pour déterminer ce qui va de l'avant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Donna Kelland ajoute que le CDPISP estime d'une part qu'en ce qui concerne certains éléments des travaux sur la gestion de l'identité, le Conseil chargé de la prestation de services n'est pas pleinement engagé et que d'autre part, la participation des deux parties est cruciale. Elle mentionne que les nouvelles priorités du CPSSP ne peuvent se concrétiser sans la participation du CDPISP. Toutefois, le fait de passer à une discussion sur les trois nouvelles priorités, sans comprendre tout à fait les priorités actuelles et les lacunes, ne constitue peut-être pas la meilleure approche. Donna propose au SCGI de recruter davantage de membres du CPSSP comme participants à ces travaux à compter de maintenant. • Harry Turnbull mentionne que les membres conviennent tous que la gestion de l'identité demeure une priorité absolue des Conseils mixtes et reconnaît qu'un élément du niveau du CDPISP (CIANC) doit être intégré aux travaux du SCGI afin que la discussion des Conseils mixtes progresse. Il convient de charger le SCGI d'intégrer le CIANC à cette discussion et mentionne que les DPI doivent mieux comprendre ces trois nouvelles priorités pour le CPSSP. • Annette Vermaeten propose au nom de Service Canada, de concert avec Annik Casey qui dirige le CNC, de travailler à un plan sur ces travaux pour élaborer une analyse sur les relations et les lacunes, pour amener le groupe de travail sur les orientations stratégiques du CPSSP à mieux comprendre les liens et les lacunes, et à raconter le récit sur les services qui doit être raconté, puis à faire rapport à la prochaine réunion. • Laurie Duncan craint que le gouvernement fédéral se consacre à un plan sans obtenir de contribution des provinces et des territoires. Elle ajoute que le CPSSP n'a jamais discuté de la gestion de l'identité sans le CDPISP, mais n'a pas eu de conversation d'égal à égal. Elle mentionne que le Changement de modes de communication mise sur les travaux du CNC et du SCGI. Ils ne sont pas distincts et font partie de la discussion sur ce que ça signifie. Elle convient que l'attente jusqu'à la prochaine réunion sera longue, mais que les membres peuvent trouver une façon d'avoir une conversation sur ces travaux, ce qui peut être fait par téléconférence. • Natasha Clarke déclare qu'il manque une « ligne » dans la case de la gestion de l'identité, soit la prestation de services numériques. Elle mentionne que les gouvernements ont un grand rôle à jouer, mais estime que nous nous contentons actuellement du rôle de spectateurs et qu'il est crucial d'être davantage impliqués. Ces travaux en sont à un stade crucial dans l'espace de la prestation de services numériques, mais la question suivante subsiste : quel est le bon amalgame ou quelle est la bonne façon de lancer ce dialogue? • Annik Casey déclare que le CNC continue d'élaborer son analyse de rentabilisation et s'adressera aux provinces et aux territoires après les élections fédérales pour continuer à mobiliser les gens dans la discussion et pour examiner les exigences techniques. Elle mentionne que le SCGI envisage d'actualiser son 	
---	--

	<p>mandat et s'attend à tenir un atelier en novembre pour pouvoir poursuivre cette discussion. Elle ajoute que lors d'une réunion récente avec les sous-ministres en août, ils ont confirmé leur appui à ces travaux et les options pour aller de l'avant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bette-Jo Hughes convient de la nécessité de comprendre la gestion de l'identité. À la réunion du CDPISP tenue le 16 septembre, il y a eu une discussion sur le CIANC. Il faut porter attention à ce travail, car il implique le secteur privé et le secteur public. La discussion ne devrait pas porter seulement sur la façon d'intégrer le CIANC à la priorité de la gestion de l'identité, mais également sur le résultat fonctionnel que les Conseils tentent d'obtenir auprès des agents de TI/GI. Nous devons nous assurer que les homologues chargés de la prestation de services sont présents à la table. Elle rappelle aux membres que jusqu'à maintenant, ce sont surtout les représentants du DPI qui ont pris part à la gestion de l'identité. Elle propose que les Conseils tiennent une discussion plus générale sur ce qu'ils tentent de réaliser. • Jacques Paquette suggère que le CPSSP ait une discussion ciblée sur la gestion de l'identité lors d'une téléconférence à venir. Il mentionne que le cadre proposé serait utile dans le cadre de l'examen de ces travaux d'un point de vue stratégique et relève les lacunes et les interdépendances. Il ajoute que les conseils n'ont manifestement pas à se consacrer à tout en même temps, mais qu'ils doivent établir clairement le programme à venir. 	
5.	<p><u>Rapport de situation sur le Carrefour numérique canadien (CNC) (fait oralement)</u></p> <p>Annik Casey et Robert Frelich, du SCT, présentent un rapport de situation sur les travaux du Carrefour numérique canadien.</p> <p>Annik Casey indique que Christine Desloges s'est retirée en août et qu'elle gère maintenant le travail du CNC. Elle mentionne que le CNC continue de travailler avec Citoyenneté et Immigration (CIC) et l'Agence du revenu du Canada (ARC) au développement des exigences techniques. En mai 2015, le groupe de travail du CNC a envoyé une demande de renseignements pour solliciter les commentaires de l'industrie dans le but de peaufiner les exigences et de déterminer l'intérêt du marché. Le CNC a reçu 13 réponses à la DR et la société Gartner a été recrutée pour les étudier. Elle mentionne que le groupe de travail du CNC a également une séance d'une durée de deux heures avec les sous-ministres en août dans le but d'examiner les propositions initiales relatives à l'analyse de rentabilisation et aux options qui permettraient d'aller de l'avant.</p> <p>Annik déclare que le CNC travaille également de concert avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) à l'élaboration de l'analyse de rentabilisation et recueillera de l'information et procédera à une analyse approfondie. Le groupe de travail étudie également les exigences relatives à la vie privée et à la sécurité, des ententes de partage de l'information, des options de financement et d'établissement des coûts, et cherche à engager les Conseils dans ces travaux. Le groupe vise également à s'assurer que les exigences opérationnelles et techniques répondent aux besoins. Le groupe de travail prévoit tenir un atelier à la fin de novembre avec le SCGI pour examiner le travail relatif au Cadre de la fiabilité de l'identité et les liens avec le travail du CNC. Un avis de réservation de date pour cette réunion sera envoyé aux membres sous peu.</p> <p>Robert Frelich mentionne que le SCT était chargé de travailler avec le CNC parce que celui-ci s'harmonise à son</p>	

	<p>mandat. Il indique que le groupe de travail du CNC se consacrera au cours des prochains mois à élaborer un plan d'affaires. Le groupe de travail a des discussions internes avec des ministères fédéraux et s'adressera aux provinces et aux territoires en vue de discussions bilatérales. Le CNC collabore également avec CIC à un projet sur les liens d'identité et ces travaux, axés sur la modernisation du mot de passe, ouvriront la voie au CNC. Ce projet comporte trois étapes : 1) Valider électroniquement - réutiliser le système actuel des liens avec les événements – dans le but d'utiliser et de réutiliser la structure actuelle et de miser sur celle-ci le plus possible. 2) Permettre une communication bidirectionnelle avec les provinces et les territoires. 3) Fournir à CIC des services d'avis de décès (ce pourrait être un noyau fédéral).</p> <p>Annik Casey mentionne qu'elle-même et l'équipe du CNC travailleront avec le SCGI pour intégrer le travail du CIANC à la priorité de la gestion de l'identité.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Stephanie Kirkland, CIC, ajoute que les efforts d'harmonisation du projet sur la modernisation des mots de passe avec le CNC progressent. Ce projet montre qu'il importe de collaborer et de miser sur les travaux existants et d'étudier les possibilités de combler d'autres besoins. Elle réaffirme qu'il importe pour les provinces/territoires de s'engager rapidement dans ce travail et de comprendre ce qui se passe et ce que nous bâtissons. Bette-Jo Hughes affirme que les travaux concertés du CNC et de CIC sur le projet de modernisation des mots de passe correspond à ce que les conseils doivent faire valoir comme possibilité d'affaires, et à la façon dont la gestion de l'identité appuie ces travaux. Elle propose d'utiliser ce projet comme exemple pour expliquer les raisons pour lesquelles ces travaux sont importants pour les citoyens du Canada. 	
6.	<p><u>SERVICES NUMÉRIQUES</u> : Présentation de Gartner sur les services numériques (se reporter à l'ONGLET 6)</p> <p>Paul Haskins, directeur principal, Affaires numériques, Gartner, fait un exposé sur les progrès du gouvernement numérique axé sur les exigences préalables de la prestation de services du gouvernement numérique, sur le pouvoir de la technologie numérique et sur les occasions qu'elle offre à tous les ordres de gouvernement, sur les moments numériques (créer une valeur pour les citoyens, les entreprises et le gouvernement) et sur les études de cas.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Laurie Duncan demande d'autres commentaires au sujet de l'objet de la concentration des gouvernements au cœur de changements constants. Paul Haskins souligne qu'il importe de 1) réunir les affaires et la TI. La TI voit là une occasion, les entreprises voient là une occasion, mais il manque l'harmonisation entre les deux. La formation de ce partenariat interne représente un besoin. 2) Accessibilité aux données – facilité d'exposer et de partager l'information, de bâtir une confiance, et de s'engager avec de nombreux partenaires pour réaliser une vision/des objectifs. Ce sera à l'origine de changements importants. Gisela Rempel s'informe au sujet des tendances actuelles au gouvernement à l'égard de la stratégie numérique du gouvernement qui mènerait à la monétisation de certaines données détenues par le 	

	<p>gouvernement; le gouvernement possède des données qui seraient utiles. Paul Haskins répond que le gouvernement se fie à une source digne de foi (données), mais que le défi des gouvernements consiste à déterminer la valeur des données et le rôle qu'ils veulent jouer dans l'agrégation et la fusion de données, ainsi que dans les acquisitions de données.</p> <ul style="list-style-type: none"> Linda Maljan s'informe des changements clés requis en ce qui concerne la transformation numérique au gouvernement. Paul Haskins répond que les facteurs principaux de la transformation numérique sont la culture et la préparation dans le domaine numérique. 	
7.	<p><u>Établir un équilibre : Le changement culturel et l'Access to Information and Protection of Privacy Act, 2015</u></p> <p>Judith Hearn, sous-ministre, bureau de l'engagement public, fait une présentation sur l'initiative relative au gouvernement ouvert du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador liée à l'Access of Information and Protection of Privacy Act 2015.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Nicholas Wise demande si Terre-Neuve a codifié ou défini l'intérêt public dans la loi dans le cadre de cette réforme. Judith Hearn répond qu'il n'a pas été codifié et que les commissaires à la protection de la vie privée ont donné des directives sur l'intérêt public, mais que celles-ci sont très générales. Elle mentionne que si le gouvernement se retrouve devant les tribunaux à ce sujet, il aura une certaine idée de l'interprétation, mais qu'à l'heure actuelle, la responsabilité incombe aux chefs des organismes publics. Jacques Paquette s'informe au sujet du devoir de documenter. Judith Hearn répond que le comité voyait le devoir de documenter comme une façon de tenir le gouvernement responsable. Les gens ont besoin de renseignement concernant certaines choses importantes et s'il existe une obligation légale de documenter, ce document peut être produit. Linda Maljan demande quelle est la différence entre information ouverte et données ouvertes. Judith Hearn répond que l'information ouverte est la divulgation proactive de l'information, et que l'accès à l'information vise à inciter les ministères à rendre l'information disponible de façon proactive, sans passer par une demande d'accès à l'information. Chris Bookless s'informe au sujet de la capacité des organismes publics de partager de l'information entre eux (par exemple entre des provinces et des municipalités) aux fins de la prestation de services aux citoyens ordinaires; cette capacité est-elle intégrée dans la loi? Judith Hearn répond que Terre-Neuve-et-Labrador commence à étudier cette question et que la divulgation de données suscite encore beaucoup de craintes. Elle convient qu'un projet permettant le partage d'information entre provinces et municipalités dans le but de créer quelque chose grâce à un effort concerté tiendrait lieu de testament de la valeur du gouvernement ouvert. 	
8.	<p><u>Autres affaires:</u></p> <p>A) Sous-comités des Conseils mixtes – rapports de mise à jour (à titre indicatif seulement) :</p>	

<p>(i) Sous-comité du mappage des services (ONGLET 8A-1 et 8A-2)</p> <p>(ii) Sous-comité sur la protection de la vie privée (ONGLET 8B)</p> <p>(iii) Groupe de travail sur les données et l'information ouvertes (ONGLET 8C)</p> <p>(iv) Comité de recherche – (aucune mise à jour disponible)</p> <p>Harry mentionne que dans le rapport de mise à jour du Sous-comité du mappage des services, inclus dans le cartable de la réunion (se reporter aux ONGLETS 8A-1 et 8A-2), les coprésidents du SCMS ont présenté une demande pour faire approuver ce qui suit par les Conseils mixtes :</p> <p>Point de décision demandé par les coprésidents du SCMS : Les Conseils mixtes approuvent le plan du SCMS de promouvoir une collaboration et un partage informels (secteur public et secteur privé) des modèles de référence et des méthodes de transformation du secteur public. Il est recommandé, que le SCMS présente, dans un délai de 12 à 18 mois, une proposition expliquant (entre autres choses) comment il entend devenir un organisme de « normalisation » au sein des Conseils mixtes. L'appui au SCMS se limitera à l'inclusion dans les actes de procédure des Conseils mixtes au cours de cette période.</p> <p>Serge Caron, coprésident du SCMS, ajoute que le SCMS planifierait de prendre part aux discussions sur le développement d'un cadre général sur les priorités des Conseils à la suite de la discussion concernant l'harmonisation des priorités et le soutien des sous-comités.</p> <p>Recommandation d'approuver la demande du SCMS Présentée par : John Messina Appuyée par : Chris Bookless Adoptée.</p> <p>Harry demande au Secrétariat de l'ISAC d'indiquer toute demande aux sous-comités et aux groupes de travail portant sur l'ordre du jour des réunions à venir afin que ces demandes soient traitées.</p> <p>B) Hôtes des réunions de St. John's</p> <p>Les coprésidents du CPSSP et du CDPISP remercient, au nom des Conseils, les hôtes de la réunion de Terre-Neuve-et-Labrador, Donna Kelland, Ellen MacDonald et Janine Halliday, qui ont été de merveilleuses hôtes.</p> <p>C) Prochaine réunion en personne des Conseils mixtes</p> <p>Les coprésidents confirment que la prochaine réunion en personne des Conseils est prévue les 24 et 25 février 2016 à Old Mill, à Toronto (ON) et que la Colombie-Britannique a convenu d'accueillir la réunion de septembre 2016 à Victoria.</p> <p>Les coprésidents remercient tous les membres et observateurs d'avoir participé à cette réunion.</p> <p>La séance est levée à 15 h 30, HAT.</p>	<p>Décision 3 : Les membres des Conseils mixtes approuvent la proposition du SCMS de promouvoir une collaboration et un partage informels (secteur public et privé) des modèles de références et des méthodes de transformation du secteur public.</p> <p>Mesure de suivi no 4 Le SCMS doit faire rapport aux Conseils mixtes dans un délai de 12 à 18 mois, d'une proposition expliquant comment il entend devenir un organisme de « normalisation » au sein des Conseils mixtes (suivant la demande du SCMS approuvée à la réunion de septembre 2015).</p>
--	--